



CONSEIL ECONOMIQUE ET SOCIAL

Vingt-cinquième session

DOCUMENTS OFFICIELS

Mercredi 16 avril 1958,
à 10 h. 55

NEW-YORK

SOMMAIRE

	<u>Page</u>
Point 3 de l'ordre du jour: Rapport du Fonds monétaire international	3

Président: M. George DAVIDSON (Canada).

Présents:

Les représentants des Etats suivants: Brésil, Canada, Chili, Chine, Costa-Rica, Etats-Unis d'Amérique, Finlande, France, Grèce, Indonésie, Mexique, Pakistan, Pays-Bas, Pologne, Royaume-Uni de Grande Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Union des Républiques socialistes soviétiques, Yougoslavie.

Les observateurs des Etats suivants: Albanie, Argentine, Bulgarie, Espagne, Haïti, Iran, Irlande, Israël, Italie, Laos, Nouvelle-Zélande, Philippines, Tchécoslovaquie.

Les représentants des institutions spécialisées suivantes: Organisation internationale du Travail, Fonds monétaire international, Organisation mondiale de la santé.

Le représentant de l'Agence internationale de l'énergie atomique.

POINT 3 DE L'ORDRE DU JOUR

Rapport du Fonds monétaire international (E/3060 et Add.1)

1. Le **PRESIDENT**, ouvrant la 1000^e séance du Conseil économique et social, fait rapidement le bilan de l'œuvre accomplie par le Conseil depuis sa création et évoque les problèmes auxquels le Conseil doit maintenant s'attaquer. La tâche qui reste à accomplir dans le domaine économique et social est immense, mais les membres du Conseil sont décidés à ne pas ménager leurs efforts pour contribuer au bien-être de l'humanité dans un monde pacifique.

2. Le **Président** invite M. **Jacobsson**, représentant du Fonds monétaire international, à présenter le rapport de cet organisme (E/3060 et Add.1).

3. M. **JACOBSSON** (Directeur général du Fonds monétaire international) dit qu'au cours de l'exercice écoulé — qui a été marqué en particulier, sur le plan économique, par le passage du boom à la récession — le Fonds a déployé son activité dans presque toutes les parties du monde. Il compte deux nouveaux membres: la Fédération de Malaisie et la Tunisie, et en comptera bientôt trois autres, l'Espagne, la Libye et le Maroc.

4. Le Fonds est intervenu dans tous les domaines qui relèvent de sa compétence, tels que valeur au pair des monnaies, restrictions imposées au change, taux de change multiples, assistance technique. Il peut également influencer dans une certaine mesure sur la politique générale et même sur l'opinion mondiale dans le domaine monétaire; ainsi, la réunion annuelle de septembre 1957 a montré comment, à une époque où

des mesures étaient prises pour redresser une situation difficile, le Fonds a pu servir de tribune pour des déclarations de politique autorisées qui, en l'occurrence, ont été suivies rapidement par un retour au calme sur les marchés des changes.

5. La fonction la plus connue du Fonds est celle qui consiste à fournir une assistance financière à ses membres. A cet égard, le volume total des opérations du Fonds depuis sa création (tirages et arrangements de principe) s'élève à 3 milliards 900 millions de dollars, dont les deux tiers environ se rapportent aux deux dernières années. Pour la période de 12 mois comprise entre le 1^{er} avril 1957 et le 31 mars 1958, le montant total des tirages et de la portion inutilisée des crédits ouverts au titre d'arrangements de principe s'élève à 1.712.500.000 dollars contre 2.012.900.000 pour la période précédente. Si l'on déduit des 1.712.500.000 dollars les 763.500.000 dollars correspondant au renouvellement de quatre arrangements de principe, il reste encore la somme substantielle de 949 millions de dollars, qui représente le volume des opérations "nouvelles".

6. Le Fonds a aidé le Japon, le Danemark et les Pays-Bas à surmonter les difficultés survenues dans leur balance des paiements à la suite des poussées inflationnistes qui ont accompagné le boom de 1955-1957. Grâce à cette aide et aux mesures prises par les pays intéressés, la situation de ces pays s'est rapidement améliorée, à tel point que les réserves du Japon, qui avaient baissé de 500 millions de dollars au cours du premier semestre de 1957, ont augmenté de 83 millions au cours du dernier trimestre de la même année, que les autorités néerlandaises ont décidé d'annuler, six mois avant la date d'expiration, la fraction inutilisée du crédit qui leur avait été consenti au titre d'un arrangement de principe, et que le Danemark a pu, le 31 mars 1958, rembourser 10 millions de dollars sur les sommes qu'il avait prélevées.

7. Il faut dire que les pays d'Europe, comme d'ailleurs le Japon, ont récemment bénéficié d'une baisse des prix des matières premières qui a entraîné une amélioration de leurs termes de l'échange. Inversement, les pays exportateurs de matières premières ont souffert de cette baisse des prix. Le Fonds s'est efforcé de leur accorder son aide en attendant que les mesures prises pour redresser la situation portent leurs fruits. Il a notamment renouvelé les arrangements de principe qu'il avait conclus avec le Pérou, le Chili et la Bolivie et en a conclu de nouveaux avec le Paraguay, la Colombie, le Nicaragua et le Honduras. Certains de ces pays ont en outre bénéficié de prêts du Gouvernement des Etats-Unis et de banques commerciales américaines qui les aident à exécuter les programmes qu'ils ont mis au point pour rétablir une situation favorable à la stabilisation des taux de change. C'est en effet la stabilité monétaire qui reste le but essentiel, et, si le Fonds accepte de fournir des ressources pour aider à la réalisation de programmes comportant l'utilisation temporaire de taux de change variables, c'est uniquement comme un pis-aller. Lorsque, au dé-

but de 1958, la France s'est adressée au Fonds pour renouveler son arrangement de principe, elle lui a soumis en même temps un programme détaillé de stabilisation. Il est encore trop tôt pour se prononcer de façon définitive sur le succès de ce programme, mais on peut d'ores et déjà en constater les effets favorables.

8. Malgré les incertitudes politiques, les marchés de change européens se sont remarquablement bien comportés au cours des derniers mois. Il semble qu'après 12 ans de reconstruction, les pays européens aient acquis une stabilité plus grande et que leurs besoins d'aide auraient dû diminuer. Sur les 3 milliards 900 millions de dollars qui représentent le montant total des opérations du Fonds depuis sa création, près des deux tiers sont allées à des pays d'Europe. On notera toutefois qu'après déduction de la portion inutilisée des crédits octroyés au titre d'arrangements de principe, le montant qui revient aux pays d'Europe est seulement de 1 milliard 650 millions de dollars, contre 1 milliard 316 millions pour les autres pays; il ne faut pas oublier non plus que les pays européens jouent un rôle important dans le commerce international et que leur retour à l'équilibre et à la prospérité ne peut qu'avoir des répercussions favorables sur le reste du monde.

9. Compte tenu des engagements actuels au titre d'arrangements de principe, le Fonds dispose d'une somme de 1 milliard 400 millions de dollars en or et en monnaie des Etats-Unis ou du Canada. Il détient également d'importantes sommes en marks allemands, en florins néerlandais, en livres sterling et en francs belges et espère que les prélèvements effectués dans ces monnaies largement transférables augmenteront à l'avenir.

10. En ce qui concerne l'évolution des paiements mondiaux au cours des 18 derniers mois, il faut distinguer non seulement les effets de la crise de Suez — que les facilités de crédit accordées par le Fonds ont contribué à atténuer considérablement — mais aussi les pressions inflationnistes qui se sont exercées par la suite, au moment même où le boom atteignait son maximum au cours des deuxième et troisième trimestres de 1957, et qui sont responsables des difficultés éprouvées par de nombreux pays. A cet égard, les mesures prises pour contenir l'expansion, et l'influence sédatrice de la réunion annuelle du Fonds ont contribué à rétablir rapidement l'équilibre des paiements mondiaux. Les Etats-Unis, qui avaient accumulé un excédent de 400 millions de dollars à la fin de septembre 1957, enregistraient à la fin du dernier trimestre de 1957 un déficit net de 248 millions de dollars avec le reste du monde. Quant à la République fédérale d'Allemagne et au Venezuela, qui avaient également accumulé à la fin de septembre 1957 un excédent de 700 millions de dollars et 500 millions de dollars respectivement, leurs réserves n'ont pas accusé d'augmentation nette depuis lors. On peut donc dire que les difficultés qui sont apparues au point culminant du boom étaient surmontées vers la fin de 1957.

11. Il est vrai que depuis lors le boom fait place à une récession aux Etats-Unis, bien que le niveau de l'activité économique reste encore élevé en Europe. La récession actuelle de l'économie américaine risque d'avoir des répercussions défavorables sur les autres pays, notamment sur les pays producteurs de matières premières. L'une des tâches du Fonds est de leur

venir en aide lorsque surgissent des difficultés de paiement de cette nature. Il va de soi que cette aide ne sera fructueuse que si les pays intéressés prennent de leur côté les mesures qui s'imposent pour remédier à la situation. Il n'y a guère lieu de craindre le retour, aux Etats-Unis, d'une dépression agricole coïncidant avec une récession industrielle, comme cela s'est produit dans les années 1930-1939; en fait, on a noté récemment une légère augmentation de plusieurs prix agricoles. Il importe cependant d'éviter non seulement d'élever les tarifs douaniers et d'entraver les échanges, mais aussi d'interrompre brusquement les courants de capitaux en quête d'investissement; on se souviendra en effet que ce sont ces investissements qui ont aidé au développement de nombreux pays et qui ont contribué à l'accroissement des échanges internationaux. Dans le domaine monétaire, il ne semble pas que l'on ait à redouter un effondrement grave de la structure monétaire, comme cela s'est produit dans les années 1930-1939. Il ne faut pas oublier que les récessions antérieures ont été résorbées grâce au jeu combiné d'une réduction des coûts de production et d'une libéralisation du crédit. Les pays industriels qui disposent de réserves importantes constateront qu'ils peuvent assouplir leurs règlements monétaires plus efficacement que par le passé. L'expérience passée montre que la prospérité est incompatible avec un système d'économies fermées. Si les mesures appropriées sont prises en temps utile, les dangers de la récession pourront être écartés et les pays du monde pourront continuer à vivre dans l'espoir d'une amélioration de leur niveau économique et social.

12. M. PEREZ LOPEZ (Mexique) regrette que l'excellent rapport du Fonds porte sur une période déjà ancienne, car, depuis la fin de 1957, la situation économique mondiale s'est profondément modifiée.

13. Si l'année 1956 a été marquée par une activité intense, elle a vu aussi s'aggraver les termes de l'échange des pays de production primaire. D'autre part, pour la plupart des pays le problème principal a été de juguler l'inflation, et le recours à une politique de restriction monétaire s'est généralisé. Toutefois, ces mesures anti-inflationnistes étaient appliquées dans un climat de confiance, en présence d'une demande persistante de biens et de services et d'un développement général qui s'est traduit, dans bien des pays, par un essor économique sans précédent.

14. En 1957, le volume de la production mondiale de biens et de services ainsi que la valeur des échanges internationaux ont continué de s'accroître, mais de façon moins marquée et, vers la fin de l'année, sont apparus aux Etats-Unis les premiers signes d'un ralentissement des activités économiques qui peut avoir des conséquences décisives pour d'autres Etats.

15. Les Etats-Unis ont alors modifié radicalement leur politique monétaire, et il faut espérer que les mesures qu'ils ont prises et qu'ils comptent prendre leur permettront de surmonter leurs difficultés actuelles et écarteront les dangers qu'une récession aux Etats-Unis ne manquerait pas d'avoir pour d'autres pays. La délégation mexicaine espère, d'autre part, que les Etats-Unis s'abstiendront d'écouler à bas prix, à l'étranger, leurs excédents agricoles, d'instituer des taxes à l'importation sur les matières premières et de réduire l'assistance financière qu'ils accordent aux autres pays.

16. Quoi qu'il en soit, le Fonds a une tâche extrêmement difficile à remplir et, en l'état des choses, les objectifs pour lesquels il a été créé paraissent bien lointains. Cependant, c'est au Fonds qu'on doit une bonne partie des progrès accomplis au cours des 12 dernières années.

17. Si le Fonds a toujours approuvé les modifications apportées à la valeur au pair des monnaies surévaluées, il insiste sur le fait que la dévaluation ne suffit pas à résoudre les problèmes économiques de base. Dans les pays sous-développés, les pressions inflationnistes proviennent surtout des efforts pour élever le revenu réel par le développement économique. Or, les possibilités de développement d'un pays sont toujours fonction de ses ressources réelles. Une politique inflationniste peut difficilement susciter une augmentation des ressources réelles et tend au contraire, en fin de compte, à freiner plutôt qu'à accélérer le progrès national. Les investissements doivent se fonder sur l'épargne réelle et il ne saurait y avoir de développement économique sain et durable dans un climat d'inflation. En défendant ces principes auprès des pays sous-développés qui lui sont affiliés, le Fonds a contribué de la manière la plus efficace, peut-être, à équilibrer leur développement.

18. Mais si l'équilibre interne est une condition nécessaire de l'équilibre externe, il n'est pas suffisant. L'équilibre externe dépend des relations entre pays et, au premier chef, d'un rapport harmonieux entre le rythme de leur développement. Plus que jamais, le taux de formation du capital dans les pays sous-développés est en grande partie déterminé par la demande extérieure de matières premières. Or, cette demande s'est moins développée que celle des produits manufacturés et l'écart entre les niveaux de vie des pays sous-développés et des pays économiquement plus évolués ne cesse de croître. Les importations de capital ne constituent qu'une solution provisoire; la seule solution réside dans la diversification de l'économie et le financement des investissements grâce à l'épargne nationale. Les pays sous-développés sont beaucoup plus vulnérables que les autres aux conditions extérieures. Le Directeur général du Fonds l'a souligné à la vingt-troisième session, et il a conseillé à ces pays de ne pas souscrire à des accords tendant à fixer le prix des produits de base et d'éviter toute politique inflationniste. Il n'a pas été question, cependant, de la possibilité pour les pays sous-développés de financer leurs importations avec leurs exportations pour ne pas avoir à recourir indéfiniment à des importations de capital aléatoires et limitées.

19. La délégation mexicaine convient avec les administrateurs du Fonds que l'inflation mène à une réduction de l'épargne véritable, bientôt suivie par une diminution du taux d'accroissement du produit national réel. Les pays sous-développés reconnaissent l'importance de la stabilité monétaire, mais il est certain que leur équilibre externe dépend dans une large mesure de l'attitude des pays évolués et le Fonds a eu raison de mettre l'accent sur les responsabilités des pays à balance excédentaire.

20. Les activités du Fonds se sont considérablement développées, mais il ne faut pas voir la seule preuve de l'utilité du Fonds. Les accords portant ouverture de crédit immédiat ont beaucoup contribué à susciter la confiance des membres du Fonds; il conviendrait cependant que les montants qui peuvent être retirés

soient accrus dans certains cas, ce qui supposerait une augmentation de la quote-part de certains pays. Il faudrait également que le Fonds encourage la vente des monnaies convertibles autres que le dollar pour accentuer le caractère multilatéral des paiements internationaux et du commerce mondial.

21. Enfin, la délégation mexicaine note avec satisfaction que le Fonds prête son assistance non seulement pour aider les pays à faire face à des besoins exceptionnels et immédiats afin d'équilibrer leur balance des paiements, mais aussi pour leur permettre de mener à bien des programmes de stabilisation.

22. Pour conclure, M. Pérez López dit que l'on est encore loin d'avoir résolu les problèmes nombreux et complexes que pose un développement économique harmonieux, et que l'on aura accompli un grand progrès lorsque les pays auront compris la nécessité de prévoir les conséquences internationales de la politique qu'ils décident de mettre en œuvre. A cet égard, le Fonds monétaire international a un rôle important à jouer.

23. M. DE GRIPENBERG (Finlande) note que l'excellent rapport du Fonds suffit à dissiper les doutes que l'on a parfois exprimés sur l'utilité de cet organisme et justifie l'opinion selon laquelle il conviendrait d'en augmenter les ressources de manière à ne pas interrompre ses activités les plus importantes. En effet, si l'on considère le déséquilibre actuel des balances des paiements, il est clair que l'assouplissement progressif des restrictions dans un certain nombre de pays a rendu leur économie plus vulnérable aux influences extérieures, d'où la nécessité d'accroître les réserves internationales. Bien que la convertibilité de nombreuses monnaies permette au Fonds d'utiliser, plus que dans le passé, d'autres devises que le dollar, il faut admettre qu'une grande partie des avoirs du Fonds ont déjà été retirés ou ont fait l'objet d'arrangements de principe. Dans ces conditions, il faut se féliciter que le Fonds ait été en mesure d'étendre ses opérations de crédit en coopération avec d'autres organismes financiers, comme l'Union européenne de paiements. La délégation finlandaise espère que le Fonds monétaire international examinera la possibilité d'intensifier une telle coopération.

24. M. de Gripenberg tient enfin à féliciter le Fonds de ses activités d'assistance technique et à le remercier au nom du Gouvernement finlandais qui a pu, grâce à lui, réaliser diverses réformes financières et libéraliser dans une large mesure le régime de ses importations.

25. M. LUNS (Pays-Bas) se félicite de l'action entreprise par le Fonds monétaire international pour réduire le déséquilibre de la balance des paiements des pays membres. Le rôle essentiel du Fonds est de rétablir la confiance dans la monnaie. En ce qui concerne les Pays-Bas, ce but a été atteint et le Gouvernement néerlandais a même pu annuler un arrangement de principe portant sur 68.750.000 dollars, qui ne devait prendre fin que le 12 septembre 1958. M. Luns souligne que la prospérité de tous les pays d'Europe, qui sont de gros importateurs de matières premières, est essentielle à l'économie du monde entier et que le rôle du Fonds à cet égard peut être déterminant.

26. Il est de nombreuses autres activités du Fonds qui, pour ne pas être spectaculaires, n'en sont pas moins importantes, comme les consultations annuelles, les missions d'assistance technique, les pro-

grammes de formation professionnelle et la préparation de publications périodiques. Enfin, le Fonds a un rôle à jouer dans la conjoncture économique actuelle où la récession dans certains pays peut avoir de graves conséquences économiques et même politiques. Il est de l'intérêt des pays développés, qui veulent éviter le chômage, et des pays sous-développés, qui craignent de voir s'effondrer le prix des matières premières, que soient arrêtées une série de mesures, notamment financières, qui rétablissent la stabilité et permettent d'éviter une crise aussi sérieuse que celle des années 1930-1939.

27. M. PHILLIPS (Etats-Unis d'Amérique) souligne qu'au cours de l'exercice écoulé, les opérations du Fonds ont atteint un volume particulièrement important, ce qui démontre de manière concluante la valeur de cet organisme aux yeux de ses membres. Le Fonds a pu aider des pays membres à surmonter leurs difficultés de balance des paiements en établissant au préalable, à l'intention des gouvernements, les principes qui régissent l'utilisation de ses ressources, et en leur fournissant des consultations techniques. L'expérience des 18 derniers mois a été concluante et a démontré la valeur de ces principes.

28. L'aide du Fonds doit être considérée comme provisoire et permettre aux gouvernements intéressés de rétablir la stabilité et l'équilibre de leur situation économique en un temps limité. Il est essentiel que le Fonds conserve son caractère initial de fonds automatiquement renouvelable, et, de fait, l'expérience a prouvé qu'il en était ainsi et que les ressources du Fonds pourraient être régulièrement réemployées à l'avenir. Il n'est pas sans intérêt, à ce sujet, de noter que la demande accrue d'autres devises que des dollars a permis d'utiliser encore davantage les ressources du Fonds.

29. En ce qui concerne les consultations annuelles avec les gouvernements des Etats membres, M. Phillips relève qu'elles ne portent pas uniquement sur les restrictions des changes mais aussi sur la politique financière et la politique de crédit des pays intéressés, compte tenu de leur situation économique générale.

30. On a parfois soutenu que le Fonds aidait surtout les pays économiquement développés parce que ses ressources ne sont disponibles que pour remédier à des difficultés temporaires de balance des paiements. Il faut donc se féliciter de voir le Fonds se préoccuper depuis plusieurs années d'aider les pays sous-développés à résoudre certains problèmes financiers. Enfin, le Fonds peut jouer un rôle fort utile en permettant aux pays membres de promouvoir leur développement économique tout en évitant l'inflation.

31. M. SCOTT FOX (Royaume-Uni) note que le rapport qui vient de lui être présenté permet au Conseil de se faire une idée très exacte, non seulement des opérations du Fonds, mais aussi de la situation économique mondiale.

32. Le Gouvernement du Royaume-Uni a toujours appuyé les efforts en vue de faciliter l'accès aux ressources du Fonds. Il relève donc avec satisfaction que le Fonds prête son concours aux Etats membres

pour les aider non seulement à surmonter des difficultés passagères mais pour rétablir un équilibre plus sérieusement compromis, sans recourir pour autant à des mesures qui pourraient nuire à l'accroissement et à la libéralisation du commerce international.

33. Le Royaume-Uni est au nombre des pays qui ont fait appel au Fonds au cours de la période considérée. En décembre 1956 il a effectué un tirage de 561.500.000 dollars et souscrit à un accord de principe portant sur plus de 738 millions de dollars. M. Scott Fox a eu l'occasion de dire, l'année précédente, les avantages que ces accords présentent pour le Royaume-Uni ^{1/}. Depuis, la livre sterling a été en butte à une nouvelle attaque spéculative et c'est en partie grâce à l'assistance du Fonds qu'elle a pu y faire face. En décembre 1957, l'accord de principe a été renouvelé pour une période d'un an.

34. M. NINCIC (Yougoslavie), notant que, pour la seconde année consécutive, les opérations du Fonds se sont très sensiblement accrues par rapport à l'exercice précédent, fait observer que, contrairement à l'exercice 1956-1957, où la plupart des opérations ont été liées aux conséquences économiques de certains événements politiques, l'exercice actuel se caractérise par des opérations plus directement liées à des conditions purement économiques.

35. Dans les pays industrialisés, jusqu'à l'automne de 1957, l'expansion de l'économie a abouti à des transferts de capitaux et de réserves monétaires qui ont accentué le déséquilibre des paiements internationaux. Il est hors de doute qu'à cette époque le Fonds a permis d'éviter une aggravation de la situation. Depuis lors, la situation a encore évolué et la délégation yougoslave prend note des déclarations du Directeur général selon lesquelles les organismes directeurs du Fonds se préoccupent particulièrement de la récession actuelle. Elle espère que le Fonds n'hésitera pas, le cas échéant, à intervenir vigoureusement.

36. Dans les pays sous-développés, les consultations du Fonds ont amené les gouvernements intéressés à assouplir leur politique restrictive en matière monétaire et commerciale. Il est évident que l'on ne parviendra que peu à peu à un régime de liberté des échanges et de convertibilité monétaire, et que la libéralisation progressive dépend avant tout des conditions économiques générales des pays intéressés et plus particulièrement de la place qu'ils occupent dans l'économie mondiale. La politique du Fonds à l'égard des pays sous-développés est donc, pour le moment, étroitement liée à la situation du marché des matières premières.

37. En terminant, M. Ninčić se félicite de l'aide accrue apportée par le Fonds aux pays sous-développés et notamment à la Yougoslavie; cette aide contribue non seulement au bien-être des pays intéressés, mais encore à la stabilité économique du monde.

La séance est levée à 13 heures.

^{1/} Voir Documents officiels du Conseil économique et social, vingt-troisième session, 956ème séance.